

PETROLE EN MEXIQUE 2003

1. LE MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES (MEME) PROPOSE DEUX ZONES SITUEES A L'INTERIEUR DE LA RESERVE DE LA BIOSPHERE MAYA A L'EXPLORATION ET L'EXPLOITATION PETROLIERES.

Ce mardi 22 avril (jour de la Terre), dans des encarts payés au sein de divers supports de presse, le ministère de l'énergie et des mines fait l'offre de deux zones pour l'exploration et l'exploitation pétrolières. D'après les coordonnées géographiques indiquées dans la publication, les zones offertes se trouvent à la limite ou à l'intérieur de la région centrale de la Sierra Lacandon, qui fait partie de la réserve de la biosphère maya.

Avec les antécédents dont nous disposons par rapport au Parc national de la Laguna del Tigre, dont la destruction est due aux activités pétrolières passées et présentes, ces nouvelles offres de licitation nous apparaissent comme une grave menace pesant sur la biosphère maya.

Pour ces raisons, nous exigeons au Consejo Nacional de Áreas Protegidas (CONAP - Conseil national des aires protégées) et au ministère de l'environnement et des ressources naturelles (MARN) de répondre à leurs obligations constitutionnelles de protéger notre patrimoine naturel. Dans le cas contraire, ils seront considérés complices historiques de sa destruction. Le Collectif Madre Selva s'oppose à l'activité pétrolière pour ses impacts sur la santé humaine, l'environnement et ce qui est appelé « le développement durable ».

Historiquement, l'industrie pétrolière n'a apporté de bénéfices qu'aux entreprises étrangères et à un petit groupe de négociants guatémaltèques.

Quant aux communautés, il ne leur est resté que la destruction et la pollution des écosystèmes.

Collectif Madre Selva
Guatemala 23 avril 2003

Source: BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 38 .- Mai 2003

2. REJET AUTOCHTONE DE L'ACCORD NATIONAL POUR LES ZONES RURALES ET DE LA PRIVATISATION DE PEMEX

Rosa Rojas, envoyée spéciale

San Juan Guichicovi, Oax, 18 mai. Les 400 délégués de 130 organisations sociales et non gouvernementales ayant participé à la rencontre nationale « Réponse et résistance mésoaméricaine à la globalisation néolibérale » conclurent l'événement en déclarant la nécessité de dépasser le seul rejet des stratégies du projet néocolonialiste et des politiques comme les Accords de libre-échange d'Amérique du Nord (ALENA), le Plan Puebla Panama (PPP), la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pour construire un projet social propre provenant des autochtones et des paysans, des marginalisés, des exclus.

La séance plénière se prononça contre l'expulsion de 40 villages à Monte Azules, aux Chiapas ; pour la libération de tous les prisonniers politiques et de conscience comme Carlos Manzo, de Oaxaca, Miguel Bautista, de Veracruz, quatre habitants du Chiapas emprisonnés à Puerto Madero lors des manifestations contre l'augmentation excessive du prix de l'énergie électrique et d'Isidro Aloapam, de Oaxaca ; pour que cesse la persécution contre les radios communautaires dans tout le pays et pour qu'elles soient légalement reconnues.

La privatisation de l'industrie électrique fut rejetée, ainsi que celle de Petroleos Mexicanos. Il fut fait appel à la formation de comités d'usagers, qui luttent pour réduire les tarifs de l'énergie électrique, pour déroger la contre-réforme de Salinas à la Loi réglementaire établie en 1992 et, par conséquent, pour l'annulation de tous les permis octroyés à l'initiative privée et violant le cadre constitutionnel. Il fut également exigé que soient accomplis les accords de San Andrés, signés par l'Ejército Zapatista de Liberación Nacional (EZLN) et par le gouvernement fédéral.

Dans la déclaration finale, approuvée lors de la séance plénière, les participants signalèrent qu'ils rejettent résolument les programmes qui leurs sont présentés comme de « développement », mais « qui ne représentent que la mort de nos communautés et qui sont une menace pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de nos nations latino-américaines ».

La déclaration finale de la rencontre souligne également que les peuples continuent à résister contre tous les programmes agraires comme le Procede et le Procecom ; contre les entreprises qui servent seulement à faire tourner le moulin des *maquilas* et des entreprises multinationales, dépouillant les peuples de leurs territoires ; contre les monocultures de palmier à huile et d'eucalyptus, ainsi que contre la pollution des eaux et de la terre par Pemex.

Il fut également fait appel au « maintien de l'unité du mouvement paysan et à son renforcement, en nombre et en diversité (...) et ce, sans que personne ne se déclare porteparole du secteur rural. L'accord signé nous démontre qu'un long chemin reste à parcourir avant de pouvoir effectuer une réforme structurelle qui modifie la réalité de la campagne ».

Source: *BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 40 .- Juillet 2003*